



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 122

**Loi concernant l'article 40 de la Loi  
sur les relations du travail, la  
formation professionnelle et la gestion  
de la main-d'oeuvre dans l'industrie de  
la construction**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Paul Bégin  
Ministre de la Justice**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1995**

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de confirmer l'existence de l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) qui, par interprétation de l'article 70 de la Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 61) et de l'article 9 de la Loi sur la refonte des lois et des règlements (L.R.Q., chapitre R-3), a été abrogé.*

*De plus, le projet de loi reproduit le texte de l'article 40.*

## Projet de loi n° 122

### **Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20), abrogé par interprétation du paragraphe 1° de l'article 70 de la Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 61) et du deuxième alinéa de l'article 9 de la Loi sur la refonte des lois et des règlements (L.R.Q., chapitre R-3), est réputé ne pas avoir été abrogé.

Le texte de l'article 40 se lisait et doit se lire comme suit :

« **40.** Tout employeur de l'industrie de la construction est tenu d'adhérer à l'association d'employeurs et de transmettre sa cotisation à la Commission en même temps que son rapport mensuel.

La Commission remet à l'association d'employeurs les cotisations ainsi reçues avec un bordereau nominatif. La cotisation doit être uniforme, d'après la base choisie par l'association d'employeurs. ».

**2.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.